



CLUB D'INTÉGRITÉ

## UNIVERSITÉ DE NGAOUNDÉRÉ ENGAGÉ

Le lancement du Club d'Intégrité à l'Université de Ngaoundéré le 06 décembre 2017 a connu une forte mobilisation des étudiants et du personnel dirigeant.

L'amphithéâtre 750 de l'Université de Ngaoundéré a fait le plein dès les premières heures de la matinée. Des étudiants de différentes facultés et grandes écoles sont venus en savoir un peu plus sur ce que veut la CONAC en faisant susciter le lancement d'un club d'intégrité dans leur université.

La cérémonie était présidée par le Gouverneur de la Région de l'Adamaoua Taguieké Kildadi Boubar qui a, une fois encore, montré son fort intérêt à s'investir dans des questions relatives à la lutte contre la corruption dans cette Région. Après le mot de bienvenu de Madame UPHIE CHINJE MELO,

Recteur de l'Université de Ngaoundéré, Monsieur HAMADJODA HADJOUJDI, Membre du Comité de Coordination de la CONAC, représentant l'Institution à cette cérémonie, a décliné l'objet de cette autre initiative de la CONAC. Pour le Monsieur HAMADJODA HADJOUJDI, il s'agit de la mise en œuvre de l'une des re-

commandations du Programme National d'Education à l'Intégrité. A travers la création des Clubs d'Intégrité dans les Universités et les Grandes Ecoles, la CONAC veut familiariser la jeunesse étudiante, dirigeants de demain avec les valeurs de l'intégrité. Le Gouverneur de la Région de l'Adamaoua, pour sa part, a en-

gagé l'Université de Ngaoundéré à s'investir pleinement dans cette initiative afin de consolider la réputation de la Région de l'Adamaoua reconnue pour ses efforts constants dans la lutte contre la corruption. Madame le Recteur a promis de faire créer ce club dans de brefs délais.

CLUB D'INTÉGRITÉ DE L'UNIVERSITÉ DE MAROUA

## LES ÉTUDIANTS VEULENT LA PROTECTION DE LA CONAC

Lors de la cérémonie de lancement du Club d'Intégrité de l'Université de Maroua le 04 décembre 2017, des étudiants ont montré un grand intérêt à adhérer à ce club qu'ils veulent différent des autres.



M. HAMADJODA ADJOUJDI, Membre du Comité de Coordination de la CONAC a représenté l'Institution à la cérémonie à Maroua.

Après le mot de bienvenu du Professeur NEMB, Vice-Recteur, Chargé du Contrôle Interne, représentant le Recteur empêché, M. HAMADJODA ADJOUJDI, Membre du Comité de Coordination de la CONAC, représentant l'Institution à cette cérémonie, a eu un échange avec les étudiants à la fin de son discours de circonstance. Les étudiants ont déclaré être prêts à servir pleinement dans le futur Club

d'Intégrité à condition que leur protection soit garantie par la CONAC. Monsieur HAMADJODA ADJOUJDI leur a rappelé les dispositions de l'article 3 du Décret N° 2006/088 du 11 mars 2006 portant création, organisation et fonctionnement de la CONAC dont l'alinéa 3 précise que « la Commission est tenue de protéger ses sources d'information. Toutefois, si la volonté avérée de nuire du dénonciateur est établie, la commission lève la

protection de la source concernée à la demande du tribunal ». Pour le Membre du Comité de Coordination de la CONAC, le Club d'Intégrité ne devra pas être une « CONAC bis » au sein de l'Université. C'est un cadre d'échange et d'animation socio-culturel au même titre que d'autres clubs qui existent déjà dans Institution universitaire. Il a ajouté que la CONAC ne boudera aucune dénonciation qui lui parviendrait par le canal dudit club.

### HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

**What to denounce:** Any act of corruption which you witness. Lay emphasis on the facts.

**Who to denounce:** Anybody involved in an act of corruption. Get his/her names, place of work and function. Describe what he/she does. You can decide to remain anonymous.

**How to reach CONAC:** Address your complaint to the

Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

- Hand mail: Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Conference Centre, Yaounde.
- Postal Mail : Send to P.O. Box 33200 Yaounde
- Telephone: 222 20 37 32
- Fax : 222 20 37 30
- Email : info@conac.cm

### PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC »

VERSION TÉLÉVISÉE		
	Jour de diffusion	Heure de diffusion
CRTV	Mercredi	15h30 - 15h45
	Jeudi	22h00 - 22h15
Canal 2 International	Lundi	18h30 - 18h45
	Jeudi	15h00 - 15h15
VERSION RADIO		
CRTV Poste National	Samedi	09h45 - 10h00

### CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption  
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30  
BP 33 200 Yaoundé  
info@conac.cm, www.conac.cm

**Directeur de Publication**  
Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS  
**Directeur de Publication Délégué**  
Pr. François ANOUKAHA

**Conseil Editorial**  
NGALLE EYOUM  
**Recteur en chef**  
Irene MORIKANG TCHE

**Rédaction**  
Irene MORIKANG TCHE  
Benjamin FOUA EFFA

**Secrétariat**  
Eunice BIH AZIE  
Sylvie VOUFACK  
Simon Pierre NTAP  
**Impression**  
Régie / CONAC

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Janvier / January 2018

# CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

Tél: 222 20 37 32 • Fax: 222 20 37 30

B.P.I.P.O Box : 33 200 Yaoundé

Website : www.conac.cm

REPUBLIC OF CAMEROON

Année / Year 2, N° 013

Mailto : info@conac.cm



## RAPPORT SUR L'ETAT DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN EN 2016 LES FAITS ET LES CHIFFRES QUI PARLENT



Le Rapport 2016 sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2016 a été officiellement publié le 22 décembre 2017 par la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC). La cérémonie au Palais des Congrès de Yaoundé a été présidée par le Président de la CONAC, Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, en présence des membres de la Comité de Coordination de la CONAC, les membres des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du gouvernement ainsi que les leaders des organisations de la société civile, partis politiques et les médias.

Le chant de l'Hymne National a cédé la place au seul discours de l'événement, celui du Président de la CONAC. Le discours, un résumé des actions menées pour lutter contre la corruption au Cameroun en 2016, était plein de révélations sur l'ampleur de la corruption dans certaines administrations, mais ressort également la volonté de la majorité des Camerounais de lutter contre ce fléau.



Le rapport 2016 sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2016 a été officiellement publié le 22 décembre 2017 par la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC). La cérémonie au Palais des Congrès de Yaoundé a été présidée par le Président de la CONAC, Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, en présence des membres de la Comité de Coordination de la CONAC, les membres des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du gouvernement ainsi que les leaders des organisations de la société civile, partis politiques et les médias.

Le chant de l'Hymne National a cédé la place au seul discours de l'événement, celui du Président de la CONAC. Le discours, un résumé des actions menées pour lutter contre la corruption au Cameroun en 2016, était plein de révélations sur l'ampleur de la corruption dans certaines administrations, mais ressort également la volonté de la majorité des Camerounais de lutter contre ce fléau.

**Les faits et les chiffres**

- 31 de 37 ministères ont participé activement à la lutte contre la corruption en 2016 contrairement à 25 en 2015.
- 11 nouvelles cellules anti-corruption ont été créées dans les établissements administratifs publics, les sociétés publiques ou semi-publiques et les ministères.
- Le rapport contient les activités de 70 structures, CONAC inclus. Le MINADER, MINEE, MINMIDIT, MINTSS et MINCOM n'ont pas envoyé de contributions.
- CONAC a reçu 2402 dénonciations en 2016 contrairement à 3 268 en 2015.
- Les enquêtes de la CONAC dans le secteur des Douanes dans les Régions du Centre, du Littoral, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord ont révélé une corruption massive de certains fonctionnaires entre 2010 et 2015.
- Un agent des Douanes, par exemple, possède 13 villas, un bâtiment de 05 étages, 10 parcelles de terrain titré, 05 camions de 30 tonnes, 05 Toyota Coaster de 28 places, 02 bus de 18 places et 01 parking de véhicules personnels de luxe.
- À la suite d'une telle fraude douanière, l'État a subi des pertes s'élevant à 1 246 340 813 670 F.CFA.
- Les enquêtes menées par la CONAC

La Cour Suprême a reconnu qu'il soit reversé respectivement à l'État du Cameroun et à la BEAC les sommes de 23 012 964 991 FCFA et 26 402 153 257 FCFA à titre de dommages-intérêts.

Le Rapport de la CONAC est produit au moment où 07 nouvelles infractions assimilées aux infractions de corruption ont été introduites dans le Nouveau Code Pénal du Cameroun du 12 juillet 2016 (détournement de fonds publics en matière électorale, délit d'initié, prise d'emploi prohibé, corruption en matière de concours administratifs, blanchiment d'argent au moyen de jeux et loteries, non-déclaration de conflit d'intérêts, défauts comptables, tenue irrégulière ou l'absence de comptabilité, la responsabilité pénale des personnes morales pour les actes commis en leur nom par leurs organes ou représentants).

La région de l'Adamaoua arrive en tête en matière de lutte contre la corruption avec un taux de mise en œuvre de 41,88% de son plan d'action régional de lutte contre la corruption.

Les actions de la CONAC sont entravées par l'insuffisance des ressources humaines, l'absence de démembrements sur l'étendue du territoire national, l'inertie de beaucoup de Cellules Ministérielles de lutte contre la corruption, etc.

La CONAC propose la création d'une Institution chargée de gérer les biens publics confisqués ou restitués, produit de la lutte contre la corruption et la création, au niveau régional, des services déconcentrés de la CONAC.

Les échanges, qui ont suivi le discours du Président de la CONAC, été dominé par des questions sur la corruption électorale. Le Président de CONAC et le Vice Président ont pris la parole pour expliquer les dispositions juridiques et les actions menées par la CONAC pour juguler la corruption électorale.

La cérémonie s'est achevée par la distribution de copies du Rapport Annuel 2016 en versions française et anglaise, emballé dans des sacs portant les contacts de la CONAC et des slogans anti-corruption, à l'assistance.

## CAMEROONIANS ARE EXPECTED TO BLATANTLY SAY "NO" TO CORRUPTION!

Following is the FOREWORD of Cameroon's 2016 Anti-Corruption Status report.

If Cameroon is still suffering under the heavy brunt of corruption, it is because the bulk of the population has decided to be passive observers in the fight against the ill. Good people have resigned to fatality. Fear is still on the side of honest citizens who, seemingly, are under the jinx of the corrupt. The law of the corrupt minority, for the most part civil servants and mighty companies, continues to reign. Breaking the corruption chain, by speaking out against the ill, has been a difficult option for most Cameroonians.

Similarly, many are those who still hide under mediocrity, greed and fear to seek favours, privileges and amass wealth. Many are those still pulled by the strings of tribalism, favouritism, nepotism. Many again are those who still think that fighting against corruption concerns others only. They look forward to a corruption-free Cameroon, yet would not shun the least opportunity to corrupt or be corrupted. They continue to reap from their corrupt activities.

Such activities account for the divergent views of observers on the anti-corruption drive in Cameroon; an impression that leaves a sour taste in the mouths of forerunners in the fight, for, much progress has been made in this domain and the various Institutions in place take more and more actions and measures to combat the cankerworm. The critical mass of positive actors, so much needed to combat the ill, is building up. The anti-corruption train in Cameroon, for sure, is on the rails and gradually gathering steam.

However, carrying out anti-corruption activities is apparently not enough. Most of these activities still remain little known to the general public; giving the impression that impunity continues to reign. It can be likened to the Biblical allegory of lighting a candle and putting it under a

table rather than on a lamp post for the flame to shine far. Communication is therefore very necessary.

Like in every domain of national life, communication is very important. Not communicating can be tantamount to doing nothing in the eyes of the uninformed majority.

The Head of State, H.E. Paul Biya, has over the years reiterated the fact that communication is an essential component of all government actions. He has told Members of Government that: "It is not enough to work well; you have to make the actions known". This is also true for the fight against corruption. All the activities being carried out have to be communicated to the general public. Such information will encourage the population, especially sceptics, to join the anti-corruption drive. It will also contribute to change perceptions... and in the fight against corruption, perceptions do matter!

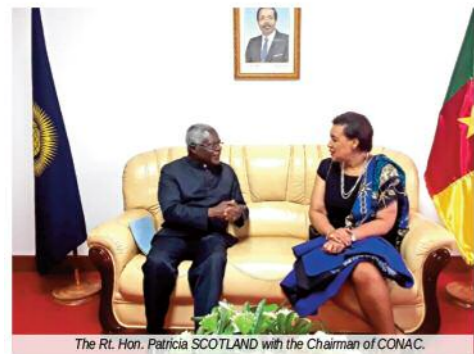
What is expected from Cameroonians, on the other hand, is a "No" to corruption. Everybody's "No" counts. For, it is these individual "No" that will make the big "No" that Cameroon needs to eradicate corruption. Any positive action in the fight is important as it is a step towards a Cameroon where integrity will be the watchword for every citizen. An increase in the number of "No" will be pushing fear into the camp of the corrupt. And if such fear is reinforced with legal actions to stop the corrupt from benefiting from the proceeds of their crime, then corruption will become a losing game in Cameroon; one that is needless to embark on.

Fighting corruption remains a collective responsibility as we all are in the same ship called Cameroon. If it sinks, then we all will drown. Let us join forces to combat corruption. For, closing our eyes to corrupt practices is tantamount to collective suicide...



# COMMONWEALTH SCRIBE LAUDS CONAC'S ANTI-CORRUPTION EFFORTS

During a meeting with governance institutions in Cameroon on December 20, 2017, the Rt. Hon. Patricia Scotland, Secretary General of the Commonwealth, appreciated the leading role played by CONAC in the fight against corruption in the country.



The Rt. Hon. Patricia SCOTLAND with the Chairman of CONAC.



The Rt. Hon. Patricia SCOTLAND at the meeting with governance institutions.



The Rt. Hon. Patricia SCOTLAND with members of the CC of CONAC.



The Rt. Hon. Patricia SCOTLAND with heads of governance institutions.

On the invitation of the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, the Secretary General of the Commonwealth, Rt. Hon. Patricia SCOTLAND, paid a working visit to Cameroon from December 18 to 22, 2017.

During her stay, she met with political leaders, members of civil society organisations, traditional rulers and heads of some governance institutions in the country. The meeting with governance structures took place at the headquarters of the National Anti-Corruption Commission, CONAC, located at the Yaounde Conference Centre. Officials of five Institutions were present, namely:

- Elections Cameroon (ELECAM);
- The National Governance Programme (PNG);
- The National Commission on Human Rights and Freedoms (CNDHL);
- The National Communication Council (CNC); and
- The National Anti-Corruption Commission (CONAC).

The event began with the arrival of Rt. Hon. Patricia SCOTLAND at the Yaounde Conference Centre at 3:15pm. She was received by the Chairman of CONAC in the presence of officials of the State Protocol and the Ministry of External Relations. After a brief audience in the VIP reception room of CONAC, the two dignitaries walked over to the Conference Hall of the Institution already filled with over 60 personalities for the meeting.

On behalf of the Heads of Governance Institutions present, the Chairman of CONAC welcomed the august guest. He

stressed on the importance for Cameroon to have strong governance institutions that could promote social justice, equity and sustainable development of the nation.

While indicating that the Rt. Hon. Patricia SCOTLAND definitely does not have a magic wand that would provide solutions to all problems raised. Rev. Dr. MASSI GAMS urged for a reinforcement of co-operation within the 52 Commonwealth countries to overcome challenges.

In her introductory remarks, the Rt. Hon. Patricia SCOTLAND appreciated the multiculturalism and linguistic diversity of Cameroon, saying "it is a gift to celebrate". She enjoined heads of the governance institutions to work for positive change in their respective domains.

Her remarks were followed by presentations on the state of affairs in the five institutions present. The President of the Electoral Board of Elections Cameroon, Mr. ENOW Abrahams EGBE, said his structure is set for any possible election in 2018 as it has the equipment and competence. Some 6,560,386 potential voters have already been registered. Mr. CHI ASAFOR, representing the President of the National Governance Programme, explained the role of the Programme in coordinating governance activities in ministries and private structures.

The Chairman of the National Commission on Human Rights and Freedoms, Dr. CHEMAUTA Divine BANDA, deplored the existence of corruption-fuelling instruments in Cameroon, such as the Mercoriale used in public contracts. These texts should be changed", he said.

The President of the National Communication Council, Mr. Peter ESSOKA, on his part decried the lack of ethics and integrity of some media persons and requested training in this line.

The Powerpoint presentation of CONAC focused on the activities of the Institution and its deep cooperation ties with the Commonwealth. CONAC is a member of the Association of Commonwealth Africa Anti-Corruption Agencies through which it has benefitted from trainings and bench-marking visits. CONAC has also submitted two projects to the Commonwealth Secretariat for financing.

The Rt. Hon. SCOTLAND expressed satisfaction with the commitment of governance institutions in Cameroon in carrying out their respective missions but urged the structures to lease efforts in a bid to avoid waste of resources and time. She greatly appreciated the leading role played by CONAC in the fight against corruption in Cameroon which has led to the recovery of funds for the State coffers and promised that the Institutions relations with the Commonwealth will move from strength to strength.

The meeting ended at 5:30pm with the exchange of documents between Rt. Hon. SCOTLAND and Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS. The Chairman of CONAC handed over some strategic work documents and copies of previous Annual Reports of the Institution to the Commonwealth scribe, while the Rt. Hon. Patricia SCOTLAND gave some strategic vision documents of the Commonwealth to the CONAC boss.

## ILS ONT DIT ...

Le résumé de quelques déclarations des acteurs principaux de la réunion du 20 décembre 2017, entre le Secrétaire Général du Commonwealth et les Chefs de structures de gouvernance au Cameroun.

### « J'APPRÉCIE LE TRAVAIL DE LA CONAC »

Très Hon. Patricia SCOTLAND, Secrétaire Général de la Commonwealth.



« Je suis fier des activités menées par des institutions de gouvernance au Cameroun, surtout le rôle de leader que joue la CONAC dans la lutte contre la corruption. J'ai apprécié le fait que la lutte contre la corruption est profitable à l'Etat du Cameroun à travers les recouvrements. La création des Clubs d'intégrité dans les écoles pour juguler la corruption à la base est louable. J'apprécie le travail de la CONAC. La coopération entre la CONAC et le Commonwealth va se renforcer. »

### « NOUS EFFORÇONS D'AVOIR DES INSTITUTIONS SOLIDES »

Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, Président de la CONAC.

« Nous comprenons le rôle important que doivent jouer les institutions de gouvernance dans la promotion de la justice sociale, de l'équité et du développement durable de notre pays. C'est pour cette raison que nous nous efforçons d'avoir des institutions solides. Nous savons qu'ensemble, à travers notre association, le Commonwealth, fort de ses 52 Etats membres, nous pouvons toujours travailler pour améliorer la vie des milliers de personnes qui attendent avec impatience de partager notre richesse commune. »

### « NOUS SOMMES PRÊTES POUR LES ÉLECTIONS »

M. ENOW Abrahams EGBE,

Président de Conseil électoral d'Elections Cameroun

« Au date de la réunion, 6 560 386 camerounais ont été déjà inscrits, soit 3 496 060 hommes et 3 074 380 femmes. Nous avons beaucoup d'expérience dans l'organisation des élections. Certains cadres d'ELECAM sont déployés dans certains pays comme experts. Nous sommes prêtes pour les élections de 2018. »

### « NOUS COORDINONS LES ACTIVITÉS DES GOUVERNANCES »

M. CHI ASAFOR, représentant du Président du Programme Nationale du Gouvernement.

« Le Programme National de Gouvernance, logé au sein du Premier Ministère, coordonne les activités des gouvernances dans les ministères et structures privé. Nous avons soumis à la Commonwealth un projet pour le renforcement de capacité de personnels de ces structures de Gouvernance. Nous attendons la réponse. »

### « LA « MERCURIALE » EST UN INSTRUMENT DE CORRUPTION »

Dr. CHEMAUTA Divine BANDA, Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés.

« Nous ne pouvons pas avoir la paix sans l'amélioration de la gouvernance par les élus du peuple. Nous devons prendre des mesures pour prévenir la corruption. La « Mercuriale », actuellement utilisée dans les marchés publics au Cameroun, est un instrument de corruption. Comment comprendre que nous payons un produit quatre fois plus cher qu'en Maroc et deux fois plus cher qu'en France, en justifiant que c'est basé sur cette mercuriale ? Nous devons changer tous ces textes qui facilitent la corruption. »

### « CERTAINS HOMMES ET FEMMES DE MEDIA MANQUE D'ÉTHIQUE »

M. Peter ESSOKA, Président de la Conseil Nationale de Communication.

« Le Cameroun a plus de 600 journaux, 100 stations de radio et 35 chaînes de télévision. Mais, le problème crucial demeure le manque d'éthique de certains hommes et femmes de media. Nous voulons que le Conseil National de Communication soit lié au réseau des agences de communication du Commonwealth. Nous volons aussi que la Commonwealth nous assiste dans la formation des journalistes en matière de l'éthique et de l'intégrité. »

## COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

**Que dénoncer ?** Tout acte de corruption, en mettant l'accent sur les faits.  
**Qui peut-on dénoncer ?** Toute personne impliquée dans un acte de corruption.  
**Comment dénoncer ?** Indiquer les nom, prénom, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire

l'acte posé. Il est possible de faire une dénonciation anonyme.  
**Comment contacter la CONAC ?**  
On peut adresser sa requête à Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes :

- **Courrier :** Déposer la dénonciation au siège de la CONAC sis au Palais des Congrès de Yaoundé.
- **B.P. :** 33200 Yaoundé
- **Tél. :** 222 20 37 32
- **Fax :** 222 20 37 30
- **Email :** info@conac.cm



## CONAC CELEBRATES 2017 ANTI-CORRUPTION DAY IN NGAOUNDÉRÉ

# ANTI-CORRUPTION CARAVAN PULLS CROWDS

Flyers, stickers, T-Shirts, caps..., bearing the contacts of CONAC, distributed to the population to facilitate denunciation of acts of corruption.

The International Anti-Corruption Day, celebrated on December 9 each year, is usually an occasion for the National Anti-Corruption Commission to raise awareness on the dangers of corruption and mobilise Cameroonians to reinforce their commitment to combat the ill. For the 2017 edition, the Chairman of CONAC, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, opted for an anti-corruption caravan in the town of Ngaoundéré, headquarters of the Adamawa Region. The objective was to galvanize popular support to enable Cameroon reach its critical mass of positive actors ready to say "NO" to corruption.

The kick off ceremony for the caravan at the NDOUMBE OUMAR stadium was chaired by Governor KILDADI TAGUIEKE BOUKAR of the Adamawa Region, in the presence of the Chairman of CONAC. The highly attendant ceremony saw the participation of administrative, judicial, religious and traditional authorities of Ngaoundéré, over 100 students of the University of Ngaoundéré, members of Civil Society Organisations, two dance groups (Labi Mboum Pana and Toupouri Dance) and a host of media persons.

The Government Delegate to the Ngaoundéré Urban Council, M. HAMADOU DAWA, thanked CONAC for the choice of his city to host the event and invited the population to renounce corruption. The Chairman of CONAC explained that Ngaoundéré was chosen because the town is a shining example of "living in harmony", as desired by the Head of State. "Your region is also leading the regional anti-corruption drive in Cameroon. We decided to come and encourage you. You must not give up. Fighting corrup-

tion is a long struggle", the Chairman of CONAC said.

The Governor of the Adamaoua Region, M. KILDADI TAGUIEKE BOUKAR, in his speech, encouraged the population to resist and denounce corruption. He indicated that actions of Prevention, Education, Condition, Incitement and Sanctions will be used to repel corruption from the Region. The ceremony ended with the Chairman of CONAC handing CONAC sensitisation gadgets to all dignitaries present.

The motorised caravan comprising some 15 vehicles and 215 persons took off from the NDOUMBE OUMAR stadium at 11:00am, crisscrossed the main streets of Ngaoundéré and Dang, making stops at strategic places such as road junctions and markets. At each stop, the caravan team came out of the vehicles, distributed communication gadgets (flyers, stickers, T-shirts, caps...bearing the contacts of CONAC) and enjoined the population to be more committed in the fight against the scourge. The performances of the dance groups of the caravan pulled crowds.

The caravan rounded up at 5:00pm with a convivial ceremony at Bois de Mardock. The Chairman of CONAC reiterating the importance of breaking the corruption chain through the denunciation and rejection of acts of corrupt, while the caravan participants thanked CONAC for the outreach activity. The students animated the event with their slogan of the day: "drown corruption in water".

Through the caravan, CONAC succeeded to reach out to more than 20,000 persons directly and millions of others indirectly, through the media and gadgets distributed.

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LA MASSE CRITIQUE DES ACTEURS POSITIFS S'ÉLARGIT

En prélude à la Caravane Anti-Corruption du 09 décembre 2017 à Ngaoundéré, le Président de la CONAC, le Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, a été reçu, sur sa demande, par certaines autorités administratives, traditionnelles et religieuses de la ville de Ngaoundéré. Six audiences ont été accordées au Président de la CONAC dans la journée du 08 décembre 2017. Ces autorités ont pris l'engagement de renforcer la lutte contre la corruption. Voici l'album de ces visites, accompagné des promesses majeures des différentes hôtes.

M. KILDADI TAGUIEKE BOUKAR, Gouverneur de la Région de l'Adamaoua.

« La lutte contre la corruption peut prospérer si la population prend les choses à bras le corps en dénonçant tous les actes de corruption. Il faut une prise de conscience collective au Cameroun pour faire bouger les choses. Nous devons croire en ce que nous faisons et aller jusqu'au bout pour que les choses changent. »



Sa Majesté MOHAMMADOU HAYATOU ISSA, Lamido de Ngaoundéré.

« J'exige des Imams et Imams à introduire des messages contre la corruption dans leurs prêches de grands jours. La corruption détruit notre société. Nous sommes engagés dans la lutte contre la corruption. Nous allons vous soutenir pour que vous réussissiez dans vos missions. Nous allons prier pour que Dieu vous donne la sagesse de réussir dans cette fonction que le Chef de l'Etat vous a confiée. »



Imam MAHMOUD, l'Imam de la Mosquée Centrale de Ngaoundéré.

« Nous menons des actions pour lutter contre la corruption dans les mosquées. J'introduis des messages anti-corruption dans mes prêches. Je continuerai à le faire pour éveiller les consciences des musulmans à la nécessité de lutter contre la corruption. La corruption est un grand problème au Cameroun. Si nous ne luttons pas contre la corruption, nous ne pourrions pas nous développer. »



Mgr Emmanuel ABBO, l'Evêque du Diocèse de Ngaoundéré.

« L'Eglise et les Evêques en particulier, étant très proches de toutes les couches de la société, doivent jouer un rôle très important dans la lutte contre la corruption. Pour mieux engager le Clergé de l'Eglise Catholique Romaine, dans la lutte contre la corruption, je suggère que le Président de la CONAC contacte les Evêques individuellement, dans leurs Diocèses, afin de les inciter à prendre des mesures pour lutter contre la corruption ; Je vais entreprendre des actions pour promouvoir l'intégrité à travers les paroisses, les écoles, les écoles de formation et les centres de santé. »



Mgr. Dr. NGOZI Ruben, l'Evêque National de l'Eglise Evangélique Luthérienne du Cameroun

« La corruption n'est pas le problème des autres. Elle nous concerne tous. Elle existe même dans les églises. Nous devons la combattre partout où elle se trouve. Grâce à la CONAC, nous avons procédé, à travers une approche inclusive, à un diagnostic de la corruption dans l'EELC et à la recherche de solutions possibles. »



M. HAMADOU DAWA, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Ngaoundéré.

« Nous allons continuer à sensibiliser les populations pour renforcer la lutte contre la corruption. »

